

A la une



L'ouragan Milton pourrait coûter \$60 mds aux assureurs et faire grimper la réassurance.

09/10/2024

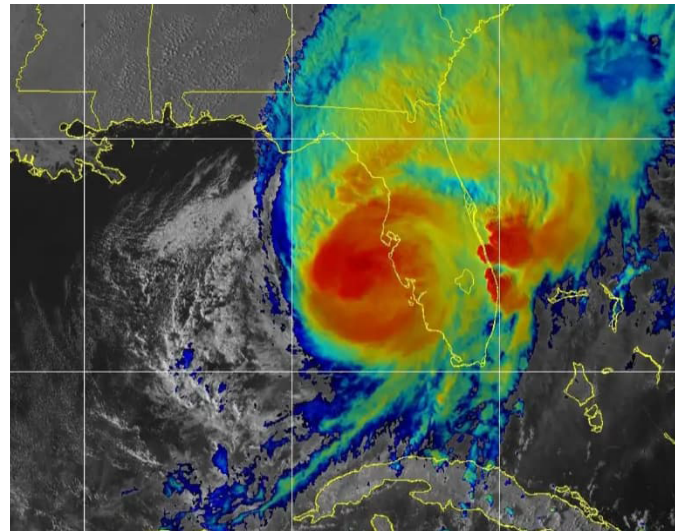
L'ouragan Milton qui approche de la côte ouest de la Floride pourrait entraîner 60 milliards de dollars (54,71 milliards d'euros) de pertes assurées, déclenchant une hausse des tarifs de la réassurance en 2025 susceptible de faire grimper les actions de certains groupes du secteur, estime une note de RBC Capital publiée mercredi.

L'ouragan, repassé mardi en catégorie 5 sur l'échelle de Saffir-Simpson, la plus élevée, devrait toucher terre tard mercredi ou tôt jeudi près de la baie de Tampa et pourrait devenir l'un des plus destructeurs à avoir jamais frappé le Sud-Est des Etats-Unis, qui se remet encore des ravages causés par l'ouragan Helene il y a moins de deux semaines.

Plus d'un million de personnes vivant dans les zones côtières ont reçu un ordre d'évacuation.

Le montant évalué serait similaire à celui du coût de l'ouragan Ian, qui a balayé la Floride fin septembre 2022, selon les analystes de RBC, qui ajoutent que cette estimation pour Milton devrait être «très gérable».

«Le marché semble tabler sur un impact similaire à celui de l'ouragan Ian, soit une perte de 60 milliards de dollars



Tunisie : 4ème journée de l'agent d'assurance

P.03

La BERD prévoit 1,2% de croissance en 2024 en Tunisie

P.03

La BCT signe un mémorandum d'entente avec son homologue égyptienne

P.03

GAIF tackles legal issues concerning motor insurance

P.08

Oman: FSA Issues Regulation for Co-insurance in Health Insurance

P.09

Lloyd's warns of \$14.5trn economic risk from hypothetical geopolitical conflict

P.11

Lloyd's of London must stop supporting fossil fuel expansion says NGO

P.11

pour le secteur en 2022», écrivent les analystes de RBC.

Ian avait balayé la Floride fin septembre 2022, se classant au deuxième rang des ouragans les plus coûteux de l'histoire pour le secteur, selon le Swiss Re Institute, qui fournit des recherches sur l'assurance.

P.11

SOMMAIRE

Tunisie : 4ème journée de l'agent d'assurance	03	GAIF tackles legal issues concerning motor insurance	08
La BERD prévoit %1,2 de croissance en 2024 en Tunisie	03	Mahindra Insurance Brokers lance ses activités de réassurance à Dubaï	09
La BCT signe un mémorandum d'entente avec son homologue égyptienne	03	Oman: FSA Issues Regulation for Co-insurance in Health Insurance et Orient Takaful Insurance	09
Algérie : La CNMA et la FNTH signent une convention de partenariat technique	04	Orient Takaful Insurance Egypt: appointment of Mohamed Abd-Elfatah Fouad	10
Assurance inclusive : DAMANE CASH et RMA dévoilent « Taaminate Damane » au Maroc	05	Lloyd's warns of \$14.5trn economic risk from hypothetical geopolitical conflict	10
L'ACAPS accueille 3 nouveaux membres à son Conseil	05	Lloyd's of London must stop supporting fossil fuel expansion says NGO	11
ASR now operating as Lloyd's service company to underwrite African risks	06	L'ouragan Milton pourrait coûter \$60 mds aux assureurs et faire grimper la réassurance,	11
Massive R298 billion life insurance payout in South Africa	06	Scor négocie avec le groupe Albin Michel pour la cession du groupe Humensis	12
NAICOM lists measures to revitalize insurance sector	07		

TUNISIE



Tunisie : 4ème journée de l'agent d'assurance.

07/10/2024

Le Syndicat National des Agents Généraux d'Assurance Tunisiens (SNAGAT) organise la 4ème journée de l'agent d'assurance. La rencontre se tiendra le 23 octobre 2024 à Tunis sur le thème : « la digitalisation et l'agent d'assurance : opportunités et défis ».

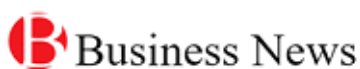
Les interventions des experts porteront sur les thèmes :

« Intelligence artificielle : une arme à double tranchant », par Khaled Ghédira, président d'honneur, fondateur de l'association tunisienne d'intelligence artificielle et membre permanent de l'Académie des Sciences, des Lettres et des Arts (Beit El Hikma).

« Outils digitaux et consommation en général et dans le secteur de l'assurance en particulier », par Grégoire Dupont, directeur général d'AGEA.

« Digitalisation et distribution de l'assurance par l'Agent : Expérience du marché Français », par Pascal Chapelon, président d'AGEA et ex-Président du Syndicat des Agents d'assurance d'AXA.

« Outils digitaux : vers où va le marché tunisien », par Hassène Feki, président de la FTUSA et PDG de la STAR.



La BERD prévoit %1,2 de croissance en 2024 en Tunisie

04/10/2024

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a publié, jeudi 3 octobre 2024, son dernier rapport sur les perspectives économiques régionales.

Selon ce rapport, la croissance économique en Tunisie devrait rester modeste, avec une prévision de 1,2% en 2024 et de 1,8% en 2025.

Ces prévisions sont soutenues par une inflation plus faible, une réduction du déficit des transactions courantes et la poursuite des réformes économiques. L'agriculture et l'exploitation minière ont connu une contraction, mais celle-ci a été compensée par une croissance du tourisme, des services financiers et de certains secteurs industriels.

Cependant, la Tunisie reste confrontée à des risques importants liés à une marge de manœuvre budgétaire limitée, une dette extérieure importante et la vulnérabilité de son économie aux chocs extérieurs et climatiques.

La croissance a été portée par la reprise des exportations d'huile d'olive, de produits mécaniques et électriques, ainsi que par une augmentation de la demande intérieure. Dans ce contexte, l'inflation a diminué pour atteindre 7,0 % en juillet 2024, soit son niveau le plus bas des 30 derniers mois.

La loi de finances de 2024 fixe un objectif de croissance de 2,1% pour cette année, mais cet objectif semble impossible à atteindre compte tenu de la situation économique actuelle



La BCT signe un mémorandum d'entente avec son homologue égyptienne

03/10/2024

Dans l'esprit des relations distinguées et des liens historiques liant les deux pays frères, la Banque centrale d'Egypte (BCE) et la Banque centrale de Tunisie (BCT) ont signé un mémorandum d'entente dans le domaine bancaire, lequel mémorandum vise à contribuer au renforcement de la coopération bilatérale dans tous les domaines d'intérêt commun, notamment l'échange d'expertises en matière de stabilité financière et de politique monétaire.

Ce mémorandum a été signé au siège de la BCE par le gouverneur de la BCE, M. Hassan Abdallah, et le gouverneur de la BCT, M. Fethi Zouhair Nouri, en présence des cadres dirigeants des deux institutions.

A cette occasion, le gouverneur de la BCE a affirmé que « Le mémorandum d'entente traduit les relations privilégiées entre la Banque centrale d'Egypte et son homologue tunisienne, et serait à même de promouvoir le secteur bancaire dans les deux pays et de consolider la stabilité monétaire et bancaire afin aboutir à un développement durable grâce à l'échange d'expertises et d'expériences dans des domaines d'intérêt commun ».

Pour sa part, le gouverneur de la BCT a déclaré que « Ce mémorandum qui traduit la profondeur des relations historiques et fraternelles entre les deux peuples frères, constitue une nouvelle étape pour renforcer les liens communs entre nos institutions bancaires et reflète notre engagement commun à développer le secteur financier dans nos deux pays ».

Le mémorandum d'accord vise, en effet, l'échange d'expériences et d'expertises à travers l'organisation de workshops, de sessions de formation, de conférences, de réunions, ainsi que l'échange d'expertises dans des domaines techniques selon les besoins des deux parties, notamment, en matière de stabilité financière, de régulation, de politique de change, de ressources humaines, de systèmes de règlement, de systèmes et services de paiement, d'inclusion financière, de gestion de la trésorerie et de la liquidité.

Il porte également sur l'intensification de la coopération entre les deux parties en matière de recherches, publications et statistiques, de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de contrôle et de supervision des entités relevant des deux banques centrales, de politiques et opérations monétaires, de digitalisation et de modernisation des systèmes d'information, en plus de la cybersécurité et de la gestion des opérations bancaires du gouvernement et des institutions publiques.

La signature de ce mémorandum d'entente représente une avancée positive pour renforcer les liens de coopération mutuelle entre les deux pays frères, en particulier, dans le domaine du développement du secteur bancaire et ce, compte tenu des évolutions et des exigences réglementaires internationales et de la digitalisation des opérations bancaires, dans un contexte marqué par l'accélération de l'utilisation des technologies dans les secteurs d'activité concernés.

Algérie : La CNMA et la FNTH signent une convention de partenariat technique

08/10/2024

Dans le but d'accompagner de manière effective le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNTH) ont signé hier une convention technique.

Cette initiative, indique un communiqué de la CNMA, «témoigne de la volonté d'accompagner ce secteur stratégique pour l'économie nationale qu'est le tourisme, en lui proposant une offre assurantielle adaptée et des services de gestion des risques». La convention technique signée hier fait suite, explique la même source, à une convention-cadre paraphée précédemment avec la FNTH.

Qualifiée de jalon important pour le partenariat entre les deux organismes, la convention permettra «une couverture assurantielle adéquate, indispensable pour sécuriser les investissements et les actifs du secteur hôtelier». Sa présence sur l'ensemble du territoire (71 caisses régionales et près de 570 bureaux locaux) et son expertise reconnue dans le domaine des assurances font de la CNMA «un acteur incontournable pour accompagner les professionnels de l'hôtellerie dans leurs projets».

Le partenariat en question garantit «aux professionnels du secteur une couverture assurantielle sur-mesure, la CNMA contribue à réduire les risques auxquels ils sont confrontés, tout en les incitant à investir davantage, notamment dans les régions rurales et agraires», explique le communiqué de la Caisse d'assurance.

Et de noter que «le développement d'une offre hôtelière solide et crucial pour attirer les touristes, tant nationaux qu'internationaux» passe par «la garantie de la pérennité des investissements et une gestion rigoureuse des risques». Et c'est le rôle de la CNMA, qui propose ses services en tant que partenaire de «confiance, offrant des solutions adaptées aux besoins spécifiques du secteur». Il s'agit d'abord de la couverture des risques liés aux infrastructures, mais «également des conseils et un accompagnement personnalisé permettant aux hôteliers de se concentrer sur le développement de leurs activités en toute sérénité».

L'investissement touristique dans les zones rurales contribuera à son tour à «dynamiser le tourisme agricole, ouvrant de nouvelles perspectives pour l'économie locale et nationale», souligne la même source. «Cette convention marque une étape importante dans l'histoire des deux organismes.

Elle s'engage, à travers son réseau national, à «garantir des conditions avantageuses aux adhérents de la FNTH» avec, notamment, des services en matière de formation, de prévention et d'intervention rapide en cas de sinistre. «Cette convention entre la CNMA et la FNTH n'est pas seulement un accord technique, elle symbolise une alliance stratégique au service de la relance économique de l'Algérie... en aidant à créer un environnement propice à l'investissement dans un secteur crucial pour le développement du pays.»



Assurance inclusive : DAMANE CASH et RMA dévoilent « Taaminate Damane » au Maroc

30/09/2024

DAMANE CASH et RMA ont signé, le 2 octobre, un partenariat stratégique visant à améliorer l'accès à une offre d'assurance inclusive destinée aux populations vulnérables. Ce partenariat a donné naissance à la gamme de produits « Taaminate Damane », conçue pour répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires.

Les produits de « Taaminate Damane » couvrent divers risques, tels que le soutien financier aux familles en cas de décès de l'assuré ou encore le versement d'indemnités journalières en cas d'hospitalisation. La souscription à ces assurances se fait de manière rapide et instantanée, avec des primes abordables et des délais d'indemnisation réduits. Le modèle de distribution repose sur un large réseau de proximité, permettant un accès facilité et un service adapté aux besoins des Marocains.

Avec ce partenariat, DAMANE CASH et RMA visent à renforcer leur contribution à la Stratégie Nationale de l'Inclusion Financière, en promouvant un secteur financier plus inclusif et accessible à tous.

L'ACAPS accueille 3 nouveaux membres à son Conseil

01/10/2024

L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) a organisé, le mardi 1er octobre 2024, sa 33ème réunion du Conseil, présidée par Monsieur Abderrahim Chaffai. Lors de cette séance, trois nouveaux membres ont été installés suite à leur nomination par décret du Chef de Gouvernement.

Ces membres, choisis pour leur expertise dans les domaines des assurances et de la prévoyance sociale, débutent un mandat de quatre ans, renouvelable une fois conformément à l'article 16 de la loi n°64-12 qui a établi l'ACAPS. Les nouveaux membres sont :

Madame Saloua Karkri
Monsieur Mohamed Agoumi
Monsieur Lahbib El Idrissi Lalami

En plus de ces trois nouveaux membres indépendants, le Conseil est composé du Président M. Abderrahim Chaffai, de Mme Nezha Hayat, Présidente de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, de Mme Fouzia Zaaboul, Directrice du Trésor et des Finances Extérieures au Ministère de l'Economie et des Finances, ainsi que de Mme Imane El Malki, Conseillère à la Cour de Cassation.

Il est important de rappeler que le Conseil de l'ACAPS définit la politique générale de l'Autorité et discute des principales orientations stratégiques, organisationnelles et financières. Il a également pour rôle d'accorder des agréments aux entreprises d'assurances et de réassurance, d'approuver les statuts des organismes de Prévoyance Sociale et d'imposer des sanctions en cas de non-respect des obligations réglementaires.

InsuranceBUSINESS**ASR now operating as Lloyd's service company to underwrite African risks****04/10/2024**

Africa Specialty Risks (ASR) has announced that its UK-based entity, Africa Specialty Risks Ltd (ASR Ltd), is now operating as a Lloyd's service company.

This development allows ASR Ltd to underwrite on behalf of ASR Syndicate 2454, enhancing the group's distribution network and providing brokers in Africa and the Middle East with more direct access to the Lloyd's market.

ASR Ltd is now authorized to underwrite up to \$10 million per risk across several lines of business, including political violence and terrorism, energy, construction, property, and liability. Additional business lines may be added, subject to regulatory approvals.

This move aligns with ASR's core objective of increasing domestic capacity in developing markets. By leveraging Lloyd's global brand and licenses, ASR said that it aims to help close the capacity gap in Africa.

The company will continue to work in collaboration with both international and local African reinsurers, assisting them in retaining risk and further expanding Lloyd's footprint across the continent.

Martin Boreham, the active underwriter of Syndicate 2454 and director of underwriting at ASR, stated that the syndicate was established to provide high-quality capacity to the African market, with an initial target of writing approximately £70 million in gross premiums for 2024.

"This is another milestone in helping us achieve our objective of closing the insurance gap in Africa," said Mikir Shah, CEO of ASR. «It allows us to provide better access for local African brokers and distribute Lloyd's capacity more effectively, while maintaining the highest standards of service

Massive R298 billion life insurance payout in South Africa**07/10/2024**

In the first half of 2024, South African life insurers paid out R298 billion in claims and benefits for retirement annuity and endowment policy benefits like death, disability, critical illness and income protection.

With this, individuals and families are urged to try to retain policies amid rising financial pressures.

This is according to the long-term insurance statistics released by the Association for Savings and Investment South Africa (Asisa), a body that represents the majority of South Africa's asset managers, investment scheme management companies, linked investment service providers, multi-managers, and life insurance companies.

Gareth Friedlander, a member of the Asisa Life and Risk Board Committee, said that the R298 billion would have been paid to individuals following a tragic event like death, disability or a significant life stage change like retirement.

Asisa said that despite the sizeable pay-outs, "life insurers remained well-capitalised and in a solid position to honour the long-term contractual promises made to customers."

Friedlander reports that the life insurance industry held assets of R4.3 trillion at the end of June 2024, while liabilities amounted to R3.9 trillion.

This left the industry with free assets of R377 billion, more than double the reserve buffer required by the Solvency Capital Requirement (SCR), which is regulated by the South African Reserve Bank's Prudential Authority and is designed to protect policyholders.

"The life industry has maintained resilient capital strength and stable reserves, even during the Covid years," said Friedlander.

"Strong reserves provide policyholders with the peace of mind that the long-term insurance industry is in good health and that life insurers will be in a position to pay claims and policy benefits, even when extreme events like a pandemic result in unusually high claims," he added.

Risk policies

As of June 2024, South African life insurers held 35.2 million risk policies for policyholders making monthly premium payments.

Of these, around 15 million were funeral policies, just over 7 million were credit life policies, and nearly 13 million were for life, disability, severe illness, and income protection.

According to Asisa statistics, there was a modest growth of 1.7% in recurring premium risk policies in the first half of 2024.

Friedlander noted that while the increase was small, it was a positive sign amid a challenging economic landscape.

“By the second quarter of 2024, the official unemployment rate had climbed to 33.5%.

“In addition, consumers faced high living costs driven by high interest rates and increasing fuel and food prices. Against that backdrop, the increase in risk policy sales was encouraging,” said the Life and Risk Board Committee member.

Friedlander said that any rise in life and disability policies is beneficial, especially since many South African households are significantly underinsured.

The 2022 Asisa Life and Disability Insurance Gap Study revealed that the 14.3 million income earners in South Africa had only enough coverage to meet 45% of their households’ total insurance needs.

As a result, if an income earner dies or becomes disabled, households would face severe financial strain.

However, Friedlander expressed concern over the 4.3 million recurring premium risk policies that lapsed (occurs when a policyholder stops paying premiums for a policy that has no accumulated fund value) in the first half of 2024, which means that 4.3 million policyholders and their beneficiaries are now without risk coverage or have reduced protection.

Savings policies

At the end of June 2024, ~ 5.1 million individual recurring premium savings policies (endowments and retirement annuities) were in force.

In the first half of the year, consumers took out 294,138 new recurring premium savings policies but surrendered 287,707.

Friedlander notes that during tough times, consumers are more likely to surrender these policies to manage financial difficulties.



NAICOM Lists Measures To Revitalise Insurance Sector For \$1tr Economy

01/10/2024

The Commissioner for Insurance, Mr. Olusegun Omoshin, has said that challenges such as low insurance penetration, lack of public trust, market fragmentation, regulatory reforms, as well as digital transformation and adaptation must be addressed to revitalize the insurance industry to risk-manage Nigeria’s one-trillion-dollar economic aspiration.

Omoshin stated this during his keynote address at the Insurance Meets Tech, IMT, 2024 Conference in Lagos.

While presenting a Keynote address on the theme: “Revitalising the Insurance Industry to Risk-Manage Nigeria’s One-Trillion-Dollar Economic Aspiration” Omoshin noted that the Commission plays a vital role in fostering innovative business solutions that address pressing economic and social issues in Nigeria’s insurance sector.

He said: “This commitment extends to ensuring prompt settlement of legitimate claims, promoting market growth through innovation, and driving commercial value within the industry. In achieving this objective of revitalising the insurance industry, we must of necessity address the following fundamental issues plaguing the sector, which include among others; low insurance penetration, lack of public trust, market fragmentation, regulatory reforms, as well as digital transformation and adaptation.”

According to the Commissioner, essentially, revitalizing the Nigerian insurance industry to risk-manage Nigeria’s One Trillion Dollar Economy literally speaks to the insurance industry’s readiness and preparedness to de-risk the activities that is projected to galvanize productivity, innovations, economic growth and development.

He said: “With the rapid changes in technology and economic/business environment, this discuss is not just timely but also topical to reawaken the need for our dear industry to rise up to the current realities of what is expected of us as an industry. This will lead us ask the question; are we where we should be as an Industry? And your answers may definitely not be different from mine – No. A further question will now be; how do we intend to get to where we should be?”

Omosehini said that to remain competitive, “It is crucial that we proactively incorporate innovative Insurtech solutions that will change our conventional business models, thereby safeguarding our continued relevance in addressing customer needs and market position. The Commission had since understood this reality and issued the Regulatory Sandbox Guideline to accommodate the testing and refinement of innovative products. Consequently, we established a Directorate for Innovation and Regulation, recognizing that change requires new approaches.

“The insurance sector must embrace innovation to meet up with the rapid market changes, changes in consumers’ preferences, tastes and lifestyle. We must develop products that meets the demands of our market as innovation have taken the driving force in the financial services sector. More critical to the theme is the issue of financial soundness and stability of insurance institutions, as a strong financial base is key to our success as an industry. Having sufficient capital that is commensurate to the risk of an insurer has become inevitable if the industry is to meet up with up with the consequential effect of a growing economy, managing a one trillion economy and compete with our counterparts across the globe in management of risks.

“In conclusion, it is critical to note that navigating the current macroeconomic realities successfully would be a natural precursor and building blocks for the revitalization of the insurance industry and this must of necessity prioritize; Inflation Impact: This has been a major concern for the insurance sector. Rising prices affect both insurers and policyholders. For insurance companies, it can make it difficult to operate profitably, especially if claims costs increase due to inflation. To mitigate this, insurers must carefully manage their investment portfolios, adapt pricing strategies, and maintain adequate reserves.

“Digitalization and Adaptation: The need to embrace digitalization is critical. Insurers must modernize their processes, enhance customer experiences through digital channels, and invest in technology to streamline operations. Adapting to changing consumer behaviours and preferences is equally important. Offering online policy purchase, claims processing, and customer service can attract tech-savvy customers.”



GAIF tackles legal issues concerning motor insurance

07/10/2024

While the nature of motor insurance business varies from one Arab country to another, especially in terms of laws and regulations, all Arab motor insurance markets face common challenges that require taking prompt measures to control losses, said speakers at a recent webinar organised by the General Arab Insurance Federation (GAIF).

Last month, GAIF organised a webinar on “Civil Liability in Motor Insurance” to address some of the thorny issues facing the motor insurance business in the Arab world. The webinar was organised under the auspices of the Arab Insurance Regulations Association (AIRA), which operates under the GAIF umbrella.

World Bank studies have shown that motor insurance premiums represent at least 30% of all non-life premium income across large parts of the world. “In many Arab countries, compulsory motor insurance accounts for the largest share of motor insurance premiums,” said GAIF secretary-general, Mr Chakib Abouzaid.

Dr Marwan Ismail, a legal advisor from Saudi Arabia, pointed out that what distinguishes motor third-party liability insurance is the possibility of the injured party filing a lawsuit directly against the insurer, especially if the person who caused the accident is unable to pay the compensation.

Dr Hazem Madadha, director of the legal department of Jordan’s Islamic Insurance Company and an AIRA board member, explained that the compulsory insurance system includes compensation for the person who caused an accident in which the victim suffered an injury or loss. He also explained that the Jordanian market is in dire need of establishing a unit to combat insurance fraud to stop massive losses in compulsory motor insurance.

Mr Walid Saoud, general manager of the Algerian Unified Automotive Bureau for motor insurance, said that Algeria succeeded in processing 66% of motor claims within two years, after adopting the “e-recourse” platform established by the Algerian Federation of Insurance and Reinsurance Companies and managed by the AUO.

Mr Yaser Hmedan, company secretary and general counsel of Al Ain Ahlia Insurance Company in the UAE observed that the Civil Liability Insurance Law has witnessed many developments as legislators have tried to protect the rights of those affected. He said that the adoption of modern technology, especially in the field of motor, must be taken into account when enacting legislation.

Mr Hatem Amira, executive director of the Tunisian Federation of Insurance Companies (FTUSA) explained that the biggest challenges in auto insurance are pricing the mandatory insurance premium, fraud, and unregistered motorcycles. He added that FTUSA had launched an agency that will work to reduce fraud in motor insurance.

Mr Amira emphasised the following:

- The Orange Card—a unified motor third-party liability system between the authorities and insurance associations in Arab League countries for cross-border drivers—is the most important achievement of the GAIF and the Arab insurance industry
- There are different ceilings for insurance coverage for third-party liability, and given the differences in economic conditions, living standards, and income levels from one country to another, the possibility of similar ceilings will be difficult
- There are different laws—to some extent—regarding motor third-party liability insurance; therefore, Arab insurance federations (within the framework of AIRA) must work to find a common denominator or a minimum at the legal level
- In some Arab countries, the problem with motor third-party liability insurance is that the insurance premium is set by the government, which uses it as a social means to satisfy citizens, while insurance companies lose out
- Insurance companies must work collectively to confront the huge size of compulsory motor insurance losses by cooperating with the regulatory authorities and encouraging supplementary motor insurance
- Arab countries should individually resort to seeking technological and AI means to combat the fraud issues.

The webinar is one of the GAIF's series of online events initiated to address industry concerns in the Arab insurance markets. The online event was attended by almost 200 participants.

Mahindra Insurance Brokers lance ses activités de réassurance à Dubaï

01/10/2024

Mahindra Insurance Brokers Ltd (MIBL), la branche de courtage en assurance de Mahindra Finance, l'une des principales sociétés financières non bancaires de l'Inde, a annoncé aujourd'hui l'ouverture de sa division de réassurance à Dubaï. Basée au Dubai's International Financial Centre (DIFC), le centre financier mondial de Dubaï, cette division jouera le rôle de plaque tournante régionale et desservira les marchés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).

Cette expansion stratégique vise à exploiter de nouvelles opportunités de marché, à élargir la base de clients et à stimuler la croissance des activités régionales de MIBL. La division de MIBL à Dubaï est composée de professionnels chevronnés qui ont une bonne connaissance du marché international et qui ont l'habitude de traiter des transactions de réassurance tout en garantissant à leurs clients des services fiables, efficaces et productifs.

Salman Jaffery, Chief Business Development Officer, DIFC Authority a déclaré : « Nous sommes ravis d'accueillir Mahindra Insurance Brokers au DIFC. La société rejoint plus de 125 assureurs, réassureurs, captives, MGA et entités liées à l'assurance enregistrés dans le Centre. Nos lois et réglementations de classe mondiale sont comparables à celles d'autres centres mondiaux d'assurance et de réassurance et fourniront à MIBL la plateforme idéale pour développer ses activités à partir de Dubaï. »



Oman: FSA Issues Regulation for Co-insurance in Health Insurance and Orient Takaful Insurance

06/10/2024

the Financial Services Authority (FSA) today approved the regulation for co-insurance in the health insurance pursuant to the Insurance Companies Law promulgated by Royal Decree No. 12/79.

The regulation aims to put in place a groundwork to increase retention ratios of insurance premiums inside the Sultanate of Oman and reduce the need for reinsurance abroad by allowing insurance

companies who have not obtained licenses to carry out health insurance to obtain licenses for co-insurance to benefit from this health insurance product. This will allow insurance companies to act as reinsurer for such product to enhance the retention for health insurance premiums inside the Sultanate of Oman.

The regulation was issued after consideration of the recommendations of an actuary study on the prices of health insurance prepared in collaboration with an international consultancy firm.

The FSA aims from the move to support the establishment of companies specialized in health insurance to provide best services to the customers. Companies (local and foreign) that are currently carrying out reinsurance of health insurance policies with specific reinsurers outside the Sultanate of Oman will be able to avoid incurring huge losses expected from such type of insurance. The retention ratio in health insurance was 79% in 2023.



Orient Takaful Insurance Egypt: appointment of Mohamed Abd-Elfatah Fouad

04/10/2024

Mohamed Abd-Elfatah Fouad has been appointed Executive Head of Orient Takaful Insurance Egypt, a member of the Emirati conglomerate Al-Futtaim Group.

A graduate of Cairo University, M. Fouad joined Allianz Egypt in 2016 as an insurance consultant. In 2019, he joined Al-Futtaim's Egyptian subsidiary to hold a number of management positions, most recently as Senior Underwriter

Lloyd's warns of \$14.5trn economic risk from hypothetical geopolitical conflict

09/10/2024

Lloyd's has released a report noting that a hypothetical geopolitical conflict could disrupt global trade and supply chains, potentially leading to \$14.5 trillion in losses for the global economy over a five-year period.

He said that to ensure financial resilience, the gProduced in partnership with the Cambridge Centre for Risk Studies, Lloyd's research explores eight "hypothetical but plausible" systemic risk scenarios.

Using global Gross Domestic Product as its central measurement, the Lloyd's and Cambridge model calculates the global economic loss of a geopolitical conflict scenario. This global economic loss ranges from \$7.8 trillion in the lowest severity scenario up to \$50 trillion in the most extreme scenario.

"With more than 80% of the world's imports and exports – around 11 billion tons of goods – at sea at any given time, the closure of major trade routes due to a geopolitical conflict is one of the greatest threats to the resources needed for a resilient economy," Lloyd's report said.

It continued, "The economic impacts of this scenario stem primarily from severe damage to infrastructure in the conflict region and the need for realignment of global trade networks due to the enforcement of sanctions and the effects of compromised shipping lines.

"The impact on businesses depends on the region they are located in and its factors such as involvement in the conflict, reliance on international trade and the goods that would be delayed or lost due to the supply chain disruptions.

"Europe for example, which is heavily reliant upon other industrially advanced states for supplies like semiconductors for car and electronics manufacturing, could stand to lose up to \$3.4 trillion."

As per Lloyd's examples of the types of insurance designed to mitigate these economic impacts include political risk insurance, credit insurance, contingent business interruption insurance, and Marine & Aviation insurance.

Rebekah Clement, Lloyd's Corporate Affairs Director, commented, "Lloyd's is supportive of public-private

efforts to avoid global crises such as shortages of vital commodities and is committed to helping businesses remain resilient and prepare for the risks from widespread disruptions and financial loss from countless global risks, including geopolitical stability.

“The value of insurance also extends to the compounding secondary impacts of geopolitical conflict, including downstream delays and interruptions by impacted trading partners and suppliers.

“Examples of insurance covers which can help businesses protect themselves against these impacts include political risk insurance and contingent business interruption, as well as dedicated war risk insurance.”



Lloyd's of London must stop supporting fossil fuel expansion says NGO

04/09/2024

The Lloyd's of London (SOLYD.UL) market is undermining climate action and should impose binding rules to prevent insurers supporting fossil fuel expansion, NGO Reclaim Finance said on Wednesday.

Some European insurers, including Generali (GASI.MI), opens new tab and Zurich (ZURN.S), opens new tab, have imposed restrictions on underwriting for fossil fuel projects in response to pressure from investors and campaigners.

But Reclaim Finance said Lloyd's of London was a laggard in that it left decisions on whether to underwrite activities in heavy-emitting sectors to its syndicate members.

Only five of Lloyd's 51 members, or managing agents, have policies restricting cover for new oil and gas fields, Reclaim Finance said.

«If the Lloyd's market wants to be taken seriously as a leading player in the transition, its managing agents need policies now,» Ariel Le Bourdonnec, insurance campaigner at Reclaim Finance, said.

A spokesperson for Lloyd's pointed to the group's transition roadmap, opens new tab, a three-year plan for supporting Lloyd's customers as they shift to lower carbon models and to help Lloyd's managing agents develop their sustainability strategies.

«Lloyd's will continue to follow government policy and regulatory requirements globally, while remaining

committed to support an urgent and orderly just transition and remain agile in response to external shocks,» the emailed statement said.

Lloyd's did not comment further on Reclaim Finance's report.

Lloyd's CEO John Neal told Reuters in an interview last week, before the NGO report was published, that Lloyd's did not plan to ask its members to tighten their oil and gas underwriting policies but would monitor managing agents' transition plans.

Neal said Lloyd's remains committed to its net zero goal and considered supporting two parallel energy systems was essential to a fair transition.

The Paris-based International Energy Agency has said there is no room for more oil and gas exploration if the goals of the Paris Agreement on climate change to keep global warming below 2 degrees Celsius (3.6 F) above pre-industrial levels are to be met.



L'ouragan Milton pourrait coûter \$60 mds aux assureurs et faire grimper la réassurance,

09/10/2024

L'ouragan Milton qui approche de la côte ouest de la Floride pourrait entraîner 60 milliards de dollars (54,71 milliards d'euros) de pertes assurées, déclenchant une hausse des tarifs de la réassurance en 2025 susceptible de faire grimper les actions de certains groupes du secteur, estime une note de RBC Capital publiée mercredi.

L'ouragan, repassé mardi en catégorie 5 sur l'échelle de Saffir-Simpson, la plus élevée, devrait toucher terre tard mercredi ou tôt jeudi près de la baie de Tampa et pourrait devenir l'un des plus destructeurs à avoir jamais frappé le Sud-Est des Etats-Unis, qui se remet encore des ravages causés par l'ouragan Helene il y a moins de deux semaines.

Plus d'un million de personnes vivant dans les zones côtières ont reçu un ordre d'évacuation.

Le montant évalué serait similaire à celui du coût de l'ouragan Ian, qui a balayé la Floride fin septembre 2022, selon les analystes de RBC, qui

ajoutent que cette estimation pour Milton devrait être «très gérable».

«Le marché semble tabler sur un impact similaire à celui de l'ouragan Ian, soit une perte de 60 milliards de dollars pour le secteur en 2022», écrivent les analystes de RBC.

Ian avait balayé la Floride fin septembre 2022, se classant au deuxième rang des ouragans les plus coûteux de l'histoire pour le secteur, selon le Swiss Re Institute, qui fournit des recherches sur l'assurance.

Les assureurs et les réassureurs – qui assurent les assureurs – ont réagi à l'augmentation des pertes dues aux catastrophes naturelles ces dernières années en augmentant les tarifs et en excluant les activités à haut risque.

«De meilleures conditions pour les contrats de réassurance, une plus grande diversification des revenus et des réserves plus importantes devraient permettre au secteur d'être en meilleure position qu'auparavant», indiquent les analystes de RBC.

Mardi, Barclays a estimé dans une note que l'ouragan Milton pourrait peser sur les résultats des réassureurs européens, particulièrement ceux de Scor.

Les actions des réassureurs Swiss Re et Munich Re ainsi que de Lloyd's of London, Beazley, Hiscox et Lancashire ont reculé cette semaine à l'approche de Milton, alors que certaines d'entre elles avaient récemment atteint des niveaux record en Bourse grâce à des bénéfices importants.

«Ce n'est qu'une question de temps avant que les actions ne regagnent le terrain perdu, car les perspectives d'une tarification plus stricte lors des prochains renouvellements (de polices) s'installent», a ajouté RBC.

Les réassureurs fixent les prix de nombreux contrats d'assurance au 1er janvier.

BOURSOBANK

Scor négocie avec le groupe Albin Michel pour la cession du groupe Humensis

10/10/2024

Scor annonce être entré en négociations exclusives avec Huyghens de Participations, la holding du groupe Albin Michel, pour la cession de sa participation au capital de la société Humensis. Humensis a été fondé en 2016 avec l'ambition d'œuvrer à la diffusion des connaissances. Scor a accompagné son développement, jusqu'à en faire le neuvième groupe d'édition généraliste et scolaire en France. Scor «entend confier à un acteur clé de l'édition la préservation et le développement futur des marques du groupe Humensis, tout en maintenant leur rayonnement dans l'écosystème intellectuel français».

Initialement organisé autour des Presses Universitaires de France (PUF) et des Editions Belin, Humensis est un acteur diversifié, composé de marques fortes et reconnues (Belin, PUF, Que sais-je ?, Editions de l'Observatoire, Editions des Equateurs...).